



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITÉ DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PÈLERIN

Trente-neuvième session

Rome, 10 - 13 mars 2009

Suivi de l'impact sur l'environnement et contrôle de qualité
L'approche QUEST: perspectives et défis
(Point 19 de l'ordre du jour)

Historique

L'initiative prise par la FAO de constituer des équipes de spécialistes chargées de suivre et évaluer les aspects relatifs à la santé et à l'environnement des opérations de lutte contre le criquet pèlerin durant la recrudescence de 2003-2005 est un exemple de la prise en compte des enseignements tirés des campagnes de lutte antiacridienne précédentes dans le domaine de la sécurité environnementale. Au cours des campagnes antérieures, de grandes quantités de pesticides ont été utilisées sans guère tenir compte des 'bonnes pratiques' pour leur application, de la santé de ceux qui les manipulent ou des effets secondaires sur l'environnement.

La création et l'évaluation des équipes QUEST

La création d'équipes spécialisées, dénommées QUEST (en anglais, *Quality, Environmental Protection, and Safety of Treatments*, soit Qualité, protection de l'environnement et sécurité des traitements) a commencé par l'intégration du suivi de la santé et de l'environnement dans certains projets financés par la FAO et des donateurs, à partir de la mi-avril 2004. Un spécialiste de l'environnement a été affecté au Centre d'intervention antiacridienne d'urgence (ECLO), au siège de la FAO, en août 2004, et des consultants internationaux environnementalistes ont été envoyés sur le terrain durant les opérations de lutte. La mise en place de QUEST a démarré par un atelier régional de formation de formateurs pour tous les pays de la région occidentale du programme EMPRES, qui s'est tenu à Akjoujt (Mauritanie) en avril 2005; l'objectif était de former des équipes QUEST nationales en vue du suivi systématique des opérations de lutte. La formation d'équipes QUEST s'est poursuivie jusqu'en 2008. À cette date, des équipes QUEST avaient été créées dans 11 pays (Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, et Tunisie).

Plusieurs groupes ont examiné les progrès du programme QUEST, y compris le Comité de lutte contre le criquet pèlerin (2006), l'Évaluation multilatérale de la campagne 2003-05 de lutte contre le criquet pèlerin (2006) et la réunion des chargés de liaison EMPRES (2007). Il a été recommandé d'institutionnaliser les équipes QUEST sous la supervision des unités nationales de lutte antiacridienne. Des préoccupations ont aussi été exprimées quant à la durabilité des activités QUEST lorsque le financement du projet aura pris fin. En décembre 2007 et janvier 2008, un consultant a évalué les résultats obtenus par des équipes QUEST dans sept pays: Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, et Tunisie. Il en a été conclu que les équipes accomplissaient une tâche nécessaire et que tous les pays touchés devraient disposer des moyens leur permettant d'accomplir cette tâche, d'une façon ou d'une autre. Il a aussi été conclu que, compte tenu de l'existence relativement brève de QUEST, il restait beaucoup à faire pour répondre aux besoins de tous les pays touchés, notamment au niveau de la formation et de l'institutionnalisation.

Les activités principales

Le programme QUEST couvre cinq activités principales:

- (1) Vérification des opérations de lutte antiacridienne sur le terrain afin de garantir que les bonnes pratiques indiquées dans les Directives de la FAO sur le Criquet pèlerin sont appliquées. Ces bonnes pratiques portent sur tous les aspects des opérations de lutte antiacridienne, la réception des pesticides dans le pays hôte et l'étiquetage correct, l'entreposage approprié, l'acheminement en toute sécurité jusqu'au site des opérations, le calibrage correct du matériel d'épandage et l'application des pesticides, l'utilisation de vêtements de protection par tout le personnel manipulant des pesticides, le nettoyage approprié, les mesures à prendre pour que les fûts de pesticide vides soient rendus inutilisables pour des fins domestiques ou soient éliminés de manière adéquate et l'identification des sites gravement pollués du fait de pertes ou d'accidents durant les opérations;
- (2) Suivi régulier de la santé du personnel participant aux opérations de lutte et manipulant des pesticides organophosphorés en contrôlant les niveaux de l'acétylcholinestérase (AChE) dans le sang. Les cas de baisse des niveaux d'AChE par rapport à ceux prévalant avant les opérations sont communiqués aux autorités chargées des unités nationales de lutte antiacridienne et, en général, la personne concernée est affectée à un travail ne mettant pas en jeu des pesticides ou est mise au repos pour récupérer;
- (3) Évaluations rapides des sites où des traitements antiacridiens ont été effectués pour vérifier la présence d'effets secondaires graves pour l'environnement, y compris la mortalité anormalement élevée d'espèces animales non ciblées, les pertes de pesticides ou la pollution des plans d'eau;
- (4) Prélèvement d'échantillons de sol, d'eau ou de végétation dans le cas de contamination importante par les pesticides. Les mesures correctives, comme l'élimination, l'incinération ou le nettoyage des sols contaminés, constituent des procédures coûteuses et demandent des preuves non équivoques;
- (5) Vérification que les populations rurales ont été informées de manière appropriée des dangers que présentent les pesticides utilisés en lutte antiacridienne, de la nécessité de tenir leur bétail éloigné des zones traitées pendant le délai de carence et de l'interdiction d'utiliser les conteneurs de pesticide vides à des fins domestiques. Lorsqu'elles constatent que les populations rurales n'ont pas été informées, les équipes devraient être en mesure de donner elles-mêmes les informations appropriées.

L'Activité 4 est menée en étroite collaboration avec le Programme africain relatif aux stocks de pesticides. La fourniture d'informations au titre de l'Activité 5 est fonction de l'existence, au sein de l'Unité nationale de lutte antiacridienne, d'une sous-unité chargée de la diffusion des informations. Si tel est le cas, il incombera aux équipes QUEST de vérifier que les informations correctes ont été fournies.

L'institutionnalisation de QUEST

Il existe un lien entre l'existence d'une unité nationale de lutte antiacridienne autonome et le niveau de création et d'institutionnalisation des équipes QUEST. Le Mali et la Mauritanie sont dotés d'équipes QUEST qui fonctionnent bien au sein de leur structure autonome. Le Niger et le Tchad sont en train d'établir des unités autonomes. Lors des résurgences acridiennes de novembre 2006, la Mauritanie a mobilisé son équipe QUEST pour surveiller les opérations, contrairement au Niger. Le Sénégal et la Tunisie ont eu de gros problèmes pour rendre QUEST opérationnel. Au Sénégal, les problèmes sont en train d'être surmontés par la création d'une équipe QUEST au sein de la DPV.

QUEST est-il viable?

La durabilité des équipes dépendra de leur capacité à prendre en compte d'autres applications de pesticides, par exemple en élargissant les activités QUEST à la lutte antiaviaire et contre les sauteriaux, comme la Mauritanie l'a déjà fait et, si possible, aux cultures de coton, de riz et de légumes. Lorsqu'il n'y a pas d'acridiens, les équipes QUEST doivent être actives au moins deux fois par an pour conserver le niveau voulu de connaissances et de compétences.

Les équipes QUEST sont composées d'au moins trois spécialistes: un spécialiste acridologue pour évaluer les bonnes pratiques relatives à la lutte antiacridienne, un spécialiste de la santé pour le suivi et la mesure de l'ACHÉ avec la trousse TestMate®, et un spécialiste en écotoxicologie ou en environnement pour évaluer les effets secondaires sur la faune non cible et d'autres problèmes de contamination. Les équipes ont été institutionnalisées au Mali et en Mauritanie, de la façon convenant le mieux aux conditions qui prévalent dans ces deux pays. En Mauritanie, les spécialistes sont pleinement intégrés à l'unité nationale de lutte antiacridienne. Le Mali dispose de deux fonctionnaires, y compris le coordonnateur QUEST, au sein de l'unité nationale de lutte antiacridienne, mais les ministères concernés fournissent les spécialistes de la santé et de l'environnement, dans le cadre d'un accord écrit avec l'unité. La situation au Tchad, au Niger et au Burkina Faso est analogue à celle du Mali. Les arrangements entre les ministères se sont avérés suffisamment solides pour que les spécialistes des autres ministères soient toujours disponibles en cas de besoin. S'ils ne peuvent le garantir, ces pays devraient envisager d'adopter l'approche de la Mauritanie.

En conclusion, l'institutionnalisation et la durabilité des équipes QUEST sont liées à l'autonomie de l'unité nationale de lutte antiacridienne, qui s'accompagne d'un budget national qui peut être utilisé pour financer les activités QUEST une fois que les ressources du projet seront épuisées. Les directeurs nationaux doivent s'employer à trouver des moyens de résoudre les problèmes susceptibles d'affecter non seulement QUEST mais aussi toutes les missions ou prospections acridiennes.